

COP21 : comment les pays exportateurs de pétrole, de gaz et de charbon
pourraient assurer le succès de la COP – mais à quel prix !¹

La plupart des pays ont donné des informations sur les mesures qu'ils ont décidé de prendre pour diminuer leurs émissions de gaz carbonique, le CO₂. Mais, jusqu'ici, les principaux pays exportateurs de pétrole et de gaz n'ont pas fait part de leurs intentions. On s'en étonne, on s'en inquiète. Pourtant, ce retard est parfaitement compréhensible. Si j'étais à leur place, voici en effet la note que j'adresserais à l'ONU, à la veille de la réunion de Paris.

« Nous, pays exportateurs de pétrole et de gaz, nous avons pris connaissance avec le plus grand intérêt des contributions des pays consommateurs d'énergie fossile pour diminuer leurs émissions. Nous avons également bien noté que, pour atteindre leurs objectifs, les pays consommateurs ont l'intention de fixer autoritairement des limites aux émissions de CO₂ ou de créer un impôt de façon à rendre rentables d'autres formes d'énergie.

Tout cela est fort louable mais force est de constater combien il est difficile aux autorités politiques d'un pays consommateur d'édicter des règlements contraignants puis de les faire respecter, de fixer de sévères limites d'émission aux entreprises participant à un marché du CO₂, de lever un impôt CO₂ d'un montant significatif. Il suffit pour s'en convaincre de se rappeler les décisions de création d'un impôt aussitôt abandonnées, de constater l'insignifiance d'un prix du CO₂ émanant d'un marché, de voir comment les entreprises contournent les règlements qui limitent les émissions des automobiles. C'est une misère ! Comment dans ces conditions empêcher un réchauffement climatique désastreux ?

C'est pourquoi nous, pays exportateurs de pétrole et de gaz, apporterons une contribution irremplaçable à l'effort nécessaire pour éviter ce désastre climatique. Connaissant la volonté des pays consommateurs de limiter leurs consommations d'énergie fossile et sachant quelle quantité ils peuvent produire, nous avons une idée des limites que devront respecter leurs importations. Nous avons décidé de limiter notre production de façon à ne pas exporter plus que ce qu'ils ont décidé d'importer.

Nous avons conscience que cela fera monter haut les cours du pétrole et du gaz. Il nous paraît que le sort de notre planète et de ses habitants est à ce prix. Et nous oeuvrerons avec les instances de l'ONU pour employer une petite partie des importants bénéfices que nous retirerons de la vente de nos produits à aider les pays les plus pauvres. Ainsi, la conférence de Paris sera un succès. »

Il ne manquerait pas de bons esprits dans nos pays consommateurs pour se réjouir d'une telle décision concertée des pays exportateurs de pétrole et de gaz : souvenons nous de certains articles parus lorsque le pétrole était à 150 \$/bl, qui se félicitaient que cette hausse diminuerait les émissions de CO₂. Le grand avantage en effet serait de dispenser les autorités politiques des pays consommateurs de l'obligation de prendre des mesures impopulaires. Autre avantage : de tels prix du pétrole rendraient hors de propos toutes les discussions interminables et vaines sur la « juste » valeur du CO₂ : dans ce cas-là, en effet, vue du pays consommateur la valeur du CO₂ serait nulle, tout simplement : pas d'impôt CO₂, pas de marché de CO₂, l'un et l'autre rendus inutiles par la hausse des prix du pétrole et du gaz !

Certes nous pouvons attendre, espérer ou accepter passivement une hausse de prix imposée par d'autres. Allons ! Ne vaudrait-il pas mieux se hâter de beaucoup diminuer notre consommation de gaz et de pétrole *avant* que les pays exportateurs aient pu convenir de cette politique concertée qui, de leur point de vue, serait évidemment la plus sage ?

¹ Ce texte a été publié par le journal Le Monde dans le numéro daté du 12 novembre 2015 sous le titre rédigé, comme il est d'usage, par le journal : « Et si l'on essayait une hausse massive du prix du pétrole ? ». Effectivement, le texte imagine ce qui se passerait alors. Mais, en général, une expression comme « Et si on faisait ceci... ? » suggère qu'on le fasse, ce qui n'est pas le cas ici. Ce titre, en tout cas, a le mérite d'accrocher le lecteur !

De plus, il convient de distinguer deux prix de l'énergie fossile, le prix mondial et le prix à la consommation. La différence résulte des décisions politiques de l'Etat de consommation. Sauf une solide entente entre les exportateurs, un prix à la consommation élevé tend à faire baisser le prix mondial.

Tout cela est abondamment développé sur www.hprevot.fr, dans *Trop de pétrole !* (Seuil, 2007), dans « La nouvelle géopolitique du carbone » (revue Esprit, juin 2010), etc.